



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus d'avance

Le secteur alimentaire au sens large est à la dérive. Les décisions concernant le contenu de notre assiette ne sont plus prises dans les fermes ou dans les cuisines des consommateurs, mais dans des conseils d'administrations de quelques grands groupes qui ont fait main-basse sur l'alimentation. C'est un véritable hold-up démocratique sur un produit essentiel à la vie, les aliments. Plus de la moitié du secteur des pesticides et près de la moitié de celui des semences est aujourd'hui en main de trois multinationales: Dow-Dupont, Monsanto, Syngenta-Chemchina. Si nous voulons avoir encore notre mot à dire sur les choix de politiques agricole et alimentaire, nous devons reprendre la main. L'initiative sur la spéculation alimentaire fait partie d'un bouquet coloré d'initiatives comme celle sur la souveraineté alimentaire lancée par Uniterre, sur les aliments équitables des Verts ou sur la sécurité alimentaire de l'Union suisse des paysans.

L'initiative sur la spéculation alimentaire a pavé la voie, celle de l'USP tourne la clé de la porte, les Verts l'entre-ouvre et celle d'Uniterre aménage -grâce à un plan précis- un espace propice à une vie épanouie socialement, économiquement et culturellement pour les familles paysannes et les citoyen-ne-s.

Loin d'être un handicap, cette floraison de propositions est la preuve qu'il y a un réveil citoyen salutaire pour se réapproprier ces questions. C'est probablement ce que les opposants à l'initiative sur la spéculation alimentaire -qui ont financé une part de leur campagne par les fonds



Moments de partages lors des semaines de tri des feuilles de signatures à Uniterre. Repas local préparé par Jean-François Musy des Faucheurs volontaires et partagé avec nos collocataires de Pain pour le Prochain et Action de Carême. Le tout arrosé par des jus du terroir et de délicieux vins bio valaisans de Marie-Thérèse Chappaz et Jacques et Marion Granges. Un grand merci.

de Cargill, Louis Dreyfuss ou Trafiguran'ont pas encore saisi. Il y a un mouvement, non seulement suisse mais planétaire pour une plus grande responsabilité sociale de nos entreprises.

Uniterre s'est battu ces derniers 18 mois pour récolter les signatures nécessaires à faire aboutir la première étape du combat pour inscrire la souveraineté alimentaire dans la Constitution. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons encore assurer que nous gagnerons ce pari. Néanmoins l'immense vague de solidarité pour cette initiative, qui a été bien au delà des fermes et a mobilisé de nombreux bénévoles dans les villes et dans les villages montre à quel point un débat citoyen est indispensable. La richesse des échanges au sein des comités de soutien régionaux démontre que le terreau est fertile pour amorcer un virage

de nos politiques agricoles et alimentaires.

La profonde crise qui secoue les grandes filières de production en Suisse comme en Europe doit être combattue avec toute l'énergie nécessaire. Que ce soit dans les rues pour se faire entendre et recréer un mouvement paysan mobilisateur, en développant des filières alternatives à grande échelle redonnant le pouvoir de décisions aux paysans et aux consommateurs, et sur le plan politique par la mise en place des conditions cadres garantissant l'émergence et le maintien d'une agriculture paysanne rémunératrice. Aucune de ces trois démarches ne s'oppose. Le succès c'est de réussir à faire monter la mayonnaise et pour cela nous avons besoin de chacun de vous.

Valentina Hemmeler Maïga



Productions

Lait et pommes de terre

Page 2



France

Crise profonde

Page 3



Eglises

Soutiens

Page 5



Multinationales

Hold-up alimentaire

Page 6

PRODUCTIONS

Il faut mettre un terme à la gabegie – Pour une gestion des quantités dans le marché laitier

Les prix pour la production laitière sont toujours scandaleusement bas. C'est une conséquence directe provoquée par les dérégulations des marchés mises en place en Suisse, en Europe et au niveau global sous la houlette des transformateurs et des politiciens. C'est dans ce contexte de crise que l'appel à une réduction des quantités de 3% lancé par les Producteurs Suisses de Lait (PSL) fait preuve d'une rare naïveté. Les appels moraux à la baisse de la production ne peuvent pas suffire, il faut pour cela créer un attrait économique incitatif. Ainsi BIG-M suggère par exemple d'y consacrer les prélèvements du système Lactofama.



C'était en 2010, avec BIG-M devant l'OFAG pour dénoncer la gestion de la sortie des quotas.

Au lieu d'utiliser les 12 millions de francs pour brader du lait excédentaire sur les marchés internationaux, une attribution de 10 cts par litre de lait non produit permettrait d'alléger le marché de 120 millions de litres. Ce système réduirait la production laitière suisse de 4% et non pas de 2% comme avec les exportations de dumping mis en place par PSL. Cette piste a le mérite d'amorcer une solution sur les quantités excédentaires.

Produire en fonction de la demande

Pour les producteurs, il n'y a pas de doute qu'il faut produire en fonction de

la demande et que toute surproduction est néfaste puisqu'elle détruit la valorisation de la production. Alors que la consommation et la demande de lait sont relativement stables et prévisibles, les acheteurs de lait refusent la transparence et la mise en place d'un système de gestion de la production adapté au mieux à cette demande. Nous savons tous que nous avons besoin d'une production laitière paysanne et décentralisée. Pour cela, il est aujourd'hui plus qu'urgent, que les producteurs et acteurs du marché s'unissent pour définir ensemble, par une prise de décision démocratique et transparente, un système de fixation d'une quantité de référence. C'est à cette condition préalable qu'une gestion des quantités en fonction du marché et qu'un prix rémunérateur équitable pourront être obtenus afin de garantir l'avenir de la production laitière paysanne.

Des contrats, enfin!

De même il faudra enfin des contrats laitiers dignes de ce nom, définissant un prix et une quantité de lait pour une année. Certes ces contrats constituent déjà une obligation légale, mais dans les

faits les acheteurs de lait n'en ont cure. Alors qu'un tel contrat paraît simple et limpide, les combines inventées par les acheteurs n'ont plus de limites: pénalités pour trop de lait, pénalités pour pas assez de lait, prélèvements obligatoires pour brader les excédents, segmentation rétroactive avec obligation de livraison, etc. Tous les moyens sont bons pour faire pression sur les producteurs et pour les mener vers un système opaque qui n'a plus aucune transparence. Il faut donc initier, renforcer et élargir ce processus de rassemblement autour de la nécessité d'une gestion des quantités et de transparence dans le marché.

Tenir ferme et ne rien lâcher

Mais attention, car un tel processus sera, comme dans le passé, immédiatement torpillé par les transformateurs et les acheteurs laitiers. Comme à l'accoutumée ces forces feront pression pour accentuer la division entre les différentes situations des producteurs pour empêcher toute solution démocratique. Il s'agira de tenir ferme et de nous faire entendre au-delà des limites de notre corporation. Dans ce contexte des actions déterminées, contraignantes et démonstratives seront

indispensables, car il n'y aura pas de concessions faites sans qu'une pression soit exercée et sans qu'il y ait un coût économique et politique suffisamment élevé pour inciter ces milieux à céder.

Par ailleurs, c'est un atout pour les producteurs que la question laitière soit encore et toujours au centre de la politique agricole et alimentaire en Suisse et que de très nombreux secteurs de la société soient concernés par cette question. Ces derniers doivent être impliqués pour appuyer cette demande de processus transparent et démocratique afin de défendre une production paysanne qui puisse assumer pleinement et de manière positive son rôle dans un approvisionnement alimentaire de qualité de la population.

C'est dans ce sens que Uniterre participe depuis quelques mois déjà à des rencontres nationales avec des organisations de base pour mettre en place une stratégie commune pour sortir de la crise dans le secteur laitier.

Rudi Berli

Pommes de terre – Encore plus d'importations?

Dans le nouveau paquet d'ordonnances 2016, soumis à la consultation jusqu'en avril 2016, le Conseil fédéral veut mettre fin à la pratique de lier proportionnellement l'attribution des contingents d'importation de patates à la prise en charge de patates suisses. Le contingent d'importation serait ainsi mis aux enchères et des contingents supplémentaires seraient attribués selon le principe du premier arrivé.

Dans l'argumentaire du Conseil fédéral il est argué que l'accès au marché pour les importateurs serait entravé par l'actuel système. Ce changement prévu favoriserait l'importation en dépit de la situation du marché indigène et mettra ainsi encore davantage sous pression les prix payés aux producteurs.

Cette révision proposée intervient alors qu'à l'instar d'autres secteurs agricoles, la production de pommes de terre est aujourd'hui sous pression. Les surfaces régressent continuellement pour

atteindre un niveau d'approvisionnement critique, particulièrement apparent dans les années à faible rendement. Les prix aux producteurs restent relativement stables, mais à un niveau bas depuis plusieurs années, alors que les coûts de production comme les prix à la consommation ont augmenté de 40% depuis 1998.

Non seulement les producteurs ne doivent répondre à aucune exigence supplémentaire sans rémunération supplémentaire, mais en plus il faut adapter les prix aux coûts de production et dès lors imposer une hausse substantielle nécessaire à l'instar des hausses demandées dans les autres secteurs.

Un engagement ferme pour la souveraineté alimentaire pour permettre le maintien d'une protection à la frontière pour ne pas subir les effets de dumping économique, social ou environnemental est également une mesure indispensable.

Pression sur les productions fourragères

Alors que la pression sur les prix des productions fourragères est déjà très forte et qu'en conséquence les importations de fourrages augmentent rapidement, le Conseil fédéral préconise également de nombreuses baisses sur plus d'un tiers des tarifs douaniers qui concernent les productions fourragères (maïs, triticale, blé, etc.). Rappelons que les surfaces fourragères ont baissé de plus de 40% ces 20 dernières années alors que les importations globales ont augmenté de 140%. Il est donc au contraire nécessaire de revaloriser la production indigène fourragère. Au-delà de paiements directs spécifiques pour ces cultures, la réflexion d'une redistribution d'une taxe perçue sur l'ensemble du fourrage commercialisé (importé et indigène) auprès des utilisateurs de fourrages indigènes, proposé en 2011 déjà par Uniterre reste une piste à développer. Par ailleurs, comme le demande l'ini-

tiative pour la souveraineté alimentaire, il faut maintenir et renforcer le droit de se protéger des importations à trop bas prix. Le démantèlement systématique des protections à la frontière pour les fourrages n'est décidément pas une option envisageable et doit être rejeté.

Rudi Berli

la ligne nature

Metrabol
BOLUS naturel après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Parabol
en cas de cellules
somatiques

LGC SA

ONLINE SHOP 1627 Vulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

PRODUCTION

Crise de l'élevage en France

Depuis plusieurs mois, les paysan-ne-s français manifestent leur colère quant à leur situation précaire. Sensibles aux soubresauts de nos voisins, nous suivons avec attention ce qui se passe à l'ouest et y détectons, bien évidemment, des similitudes avec la situation en Suisse. Les deux secteurs qui souffrent le plus étant les productions laitière et porcine.



Laurent Pinatel porte-parole de la Conf' devant le SPACE, salon des productions animales à Rennes, avec la coordination rurale et l'APLI.

Après un léger apaisement cet automne faisant suite aux fortes mobilisations de l'été 2015 et au déblocage de quelques fonds d'aides au plan européen, depuis fin janvier, la révolte est repartie de plus belle. Les éleveurs bloquent les périphériques de certaines grandes villes de Bretagne et de nombreuses centrales de distribution ont été paralysées pendant plusieurs jours. Ces mobilisations paysannes résultent d'une profonde déception quant au manque de réaction des politiques sur le plan national comme européen, mais aussi d'un total désarroi face à une situation économique qui ne cesse d'empirer.

Une partie de ces mobilisations sont spontanées, hors du cadre habituel des grands syndicats tels que la FNSEA ou les Jeunes agriculteurs qui sont dépassées, ou des organisations comme la Conf' qui -si elle se montre solidaire avec les éleveurs- incite néanmoins ses collègues à aller au-delà d'un appel au secours et à amorcer un changement profond du système agricole. Pour Laurent Pinatel, éleveur bovin dans la Loire et porte parole de la Conf' interviewé par Terre-net début février 2016 «*Ce qui m'inquiète le plus, c'est le fatalisme des agriculteurs. Certains quittent le métier, d'autres s'agrandissent avec, à la clé, davantage de charges et de travail. Ce n'est pas humainement tenable. Je crains que les structures syndicales nationales ne puissent plus maîtriser les manifestations à venir. «...» On aura beau rajouter de l'argent à l'enveloppe, cela ne suffira jamais, si on ne se décide pas à accompagner les paysans vers des systèmes qui les rendent moins dépendants de ceux qui n'ont pas d'autre intérêt que la taille*

de leur portefeuille! Il est temps de changer le cap de cette agriculture qui va dans le mur et multiplie les drames humains».

Le lait déborde

Le constat est amer. Le prix du lait ne cesse de diminuer (27 cent d'euro prévu pour la région ouest en février) et aucune amélioration n'est en vue. L'Irlande a massivement augmenté sa production, les Pays Bas, la Belgique et le Danemark dans une moindre mesure également. Cette hausse des quantités de lait européen est particulièrement mal venue alors que l'embargo russe et la baisse de la consommation chinoise pèsent lourdement sur le marché. C'est là que l'APLI, l'OPL, membres d'EMB et la Conf', membre d'ECVC peuvent apporter leur pierre à l'édifice. Car dans la conjoncture actuelle, aucune solution uniquement nationale n'a de l'avenir. Elle ne fera que repousser l'échéance de la déchéance d'un secteur pourtant si important. La Conf' s'est d'ailleurs déjà exprimée pour demander que la politique agricole européenne et que la fin des quotas soient entièrement révisées. «*Nous proposons d'agir au niveau européen par de la régulation, au niveau national par un système de prix différenciés, et de réorienter les aides pour accompagner des changements de système*». La Conf' propose ainsi un rehaussement des prix d'intervention et se réfère au tunnel des prix sur le plan européen proposé par EMB. Sur le plan national, le prix serait différencié selon que le lait est valorisé sur un marché rémunérateur ou pas: «*80 à 90% des volumes se retrouvent sur des marchés à valeur ajoutée. Il n'est pas normal que l'ensemble subisse la volatilité*

*avec des indicateurs qui ne sont basés que sur les produits grand export». A ce propos, il est à craindre que cette différenciation, qui ressemble fortement à notre segmentation en Suisse, ne soit pas un piège et il serait bon d'avoir un échange d'expériences. Au niveau de l'organisation de la branche laitière, la Conf' plaide pour des organisations de producteurs régionales. «*Le développement d'organisations de producteurs par bassin nous paraît également indispensable pour peser face aux transformateurs. Pour chaque bassin de consommation, nous avons des unités de transformation mais bientôt plus de producteurs. Nous devons nous servir des moyens de la Pac pour changer cela. Le modèle agricole français, surtout orienté vers sa vocation exportatrice, doit être transformé en «politique agricole et alimentaire».**

Pression au sommet

A force de pression, les organisations ont pu rencontrer d'abord Stéphane Le Foll, Ministre de l'agriculture puis le Président François Hollande. Le Ministre a esquissé des pistes contenues dans un Mémoire adressé à l'UE. Pour le secteur laitier, le ministre propose pour compléter la reconduction de l'aide au stockage privé, un relèvement du prix d'intervention de plusieurs centimes par litre avec un engagement sur les volumes, des mesures de promotion sur le marché interne et le développement d'un crédit à l'export. Plus réjouissant, il préconise de développer un mécanisme d'aides européennes octroyées aux producteurs de lait qui réduiraient volontairement leur volume de production en période de baisse des prix. Voici une proposition qui ne peut que satisfaire EMB et Uniterre qui se battent depuis des années pour une telle proposition. Enfin il demande un rééquilibrage des relations commerciales dans la filière alimentaire et des sanctions pour les pratiques déloyales de certains acteurs. Laurent Pinatel, réagit positivement à ces propositions: «*Il remet ce que la Conf' réclame depuis longtemps, soit une gestion de la production. La régulation de la production ne peut se faire qu'au niveau européen. Avec ce mémorandum, on note une évolution dans les prises de position de Stéphane Le Foll. On a l'impression d'une prise de conscience! Il nous semble avoir un ministre qui ressemble à un ministre.*

Le porc s'enfoncé

Sur le front du porc, il y a également beaucoup à faire. Le prix a baissé de

10% en moyenne en décembre 2015 selon le président de la Commission agricole de l'UE. Les mesures de stockage n'ont eu que peu d'effets et l'embargo sanitaire russe complique la situation. En France, les éleveurs ont bloqué plusieurs centrales de distribution (Géant Casino, Carrefour et deux centrales Intermarché en Bretagne puis dans le Morbihan). Selon eux, ces actions coups de poing ont pour objectif de peser sur les négociations en cours entre les organisations de producteurs, la transformation et la grande distribution qui discutent de la mise en place d'un fonds de soutien aux producteurs (aide à la trésorerie et non augmentation du prix) et de l'étiquetage de l'origine de la viande sur les produits transformés.

Dans son mémorandum à l'UE, la France préconise quant à elle le maintien des mesures d'aide au stockage privé et ajoute que, «*si cette mesure n'était pas retenue, une mesure de réduction du nombre de truies mises en production pour l'ajuster aux capacités d'engraissement des éleveurs, pourrait avoir un effet équivalent d'allègement de l'offre*».

Réactions de l'UE

La task force européenne sur les marchés agricoles -qui a été mise en place par la commission européenne et qui est chargée de lui fournir une expertise sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les améliorations concrètes qui pourraient être apportées pour les agriculteurs- a commencé ses travaux en janvier 2016. Elle prévoit de se rencontrer encore à 4 reprises d'ici à juin 2016, mais laisse néanmoins planer peu d'espoir. Elle continue de jurer que par les signaux du marché et à insister sur le fait que l'Europe n'a que peu de moyens pour intervenir et que de ce fait, des changements structurels demeurent inévitables. Ainsi, nous sommes face à un véritable bras de fer entre une Europe plus interventionniste sur les marchés agricoles (comme le demande EMB ou ECVC et quelques pays dont la France) et une Europe libérale «laissant faire le marché»; modèle prôné par l'Irlande, l'Angleterre, le Danemark ou des grandes organisations agricoles. Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture, bien qu'il reconnaisse que la situation soit plus grave qu'attendu, a réagi le 15 février au mémorandum français: il ne s'intéresse pour l'heure qu'aux crédits à l'exportation et à la meilleure utilisation des débouchés.

Valentina Hemmeler Maïga

LAIT

Rencontre avec le Pape: «on est là pour construire un système qui arrête de nous détruire!»

A la fin de ce mois de janvier, la fédération européenne des producteurs de lait (EMB) a organisé une rencontre avec le Pape en personne. Des paysannes et des paysans de toute l'Europe ont été reçus au Vatican. De retour de Rome, Fabienne Tâche, Cécile Mettraux et Max Fragnière, membres d'Uniterre Fribourg et de l'Action Chrétienne Agricole Romande (ACAR) reviennent sur ces quelques jours.



Le Pape François attentif à la déclaration lue par Erwin Schöpges du MIG en présence de Romuald Schaber de BDM.

«Ils étaient pour la plupart jeunes, pas spécialement engagés dans la foi catholique mais plutôt dans la défense de leur métier. Les regards étaient déterminés mais emplis d'une émotion particulière au passage du portique de sécurité du Vatican. Les petites vaches aux couleurs des pays – symboles de la lutte européenne de paysans – ont failli être refusées par les vigiles. Cet affront passé, tout le monde s'est installé sur la place, à attendre la venue du Pape. L'atmosphère était, il faut le dire, particulière. «Cela changeait des manifs de Bruxelles» commente d'entrée Max Fragnière, l'un des membres de la délégation d'Uniterre. Cécile Mettraux renchérit «je ne suis pas spécialement les faits et gestes des Papes, mais le Pape François, avec ce qu'il a écrit dans son encyclique au sujet de l'agriculture, de l'alimentation, de la santé et de l'environnement, il m'intéresse. Il faut qu'il sente un soutien des familles paysannes, on doit l'encourager dans les options qu'il a prises. Cela pourrait faire bouger l'Eglise catholique, chez nous aussi».

Double mission

Les trois paysans sont allés à Rome avec deux missions. Il y avait bien entendu le soutien au mouvement et aux revendications de l'European Milk Board (EMB), mais ils ont aussi remis au Pape une lettre lui expliquant les activités menées en Suisse, notamment au sujet de la souveraineté alimentaire. «Nous souhaitons qu'il sache que les paysans suisses sont engagés depuis longtemps pour revendiquer une politique agricole basée sur souveraineté alimentaire», déclare Cécile. Cette revendication internationale, portée par les paysans du monde entier, est très forte en Amérique latine, d'où vient le Pape. «Nous espérons donc qu'il y soit sensible. Nous l'avons également

informé de l'initiative populaire en cours de récolte de signatures et il serait bien que l'Eglise catholique, en Suisse comme ailleurs, se positionne sur son engagement pour la cause», rapporte Max Fragnière.

Demande aux Evêques suisses

Le 10 février, en France les Evêques de Bretagne et des Pays de la Loire ont déclaré que «l'engagement écologique passe par le respect des agriculteurs afin qu'aucun d'entre eux ne se sente plus jamais parmi les esclaves des temps modernes» et «appellent à un système économique qui garantisse aux agriculteurs la possibilité de produire et de vendre leurs productions selon un juste prix». (ndlr: www.cath.ch)

En Suisse, en décembre 2014 déjà, le texte de l'initiative a été remis à Mgr Morerod, l'Evêque du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, lors d'une rencontre à Moudon. Une délégation l'a ensuite rencontré en juillet 2015. Ensemble ils ont échangé et discuté des problématiques agricoles en Suisse et de la filière laitière. La délégation a également demandé à l'Evêque un positionnement -favorable si possible- au sujet de l'initiative pour la Souveraineté alimentaire. Ce dernier désirait lire d'abord l'encyclique du Pape François avant de se prononcer. En décembre 2015, donc bien avant la rencontre de Rome, Uniterre et l'ACAR ont à nouveau pris contact avec lui au sujet de l'initiative pour la souveraineté alimentaire.

«Jusqu'à aujourd'hui, Mgr Morerod n'a pas encore répondu à notre demande au sujet de l'initiative. Nous avons des contacts téléphoniques avec son secrétariat, il est au courant de notre voyage à Rome, mais il n'a pas pris position. Néanmoins, on va continuer les démarches même si la période de récolte de signatures touche à sa fin. C'est important que l'Eglise catholique se positionne sur ces problèmes. Que l'initiative aboutisse ou pas, Uniterre continuera de toute manière à revendiquer des prix équitables et la souveraineté alimentaire» rappelle Max.

En Europe, les paysans ne voient plus de sens à leur travail

Avant la rencontre avec le Pape, les 140 paysans d'EMB se sont rencontrés le

temps d'un repas à Rome. D'une manière générale, tout le monde s'accorde pour dire que la surproduction augmente. L'industrie fait pression pour éviter que les paysans produisent moins. Les prix sont en chute libre. Pour Erwin Schöpges du MIG, le moral des paysans belges est catastrophique. «Ils n'ont plus l'impression d'exister, d'être utiles à qui que ce soit. Beaucoup ont le sentiment que l'on peut tout importer; que l'on peut faire sans eux». Le MIG tente d'approcher le gouvernement belge, mais c'est totalement impossible. «Rencontrer le Pape est nettement plus facile que rencontrer nos élus, c'est dramatique. Le Pape, en nous recevant, nous redonne un peu d'espoir! Il nous force à continuer. On attend beaucoup de lui. On espère qu'il donnera une impulsion importante sur l'engagement de l'Eglise belge» finit-il par dire. Max, Fabienne et Cécile se sont entretenus également avec des paysannes et des paysans luxembourgeois. «Au Luxembourg, le prix semble meilleur qu'ailleurs en Europe, mais les coûts sont également nettement plus hauts. Au final les paysans ne gagnent pas mieux leur vie. La situation est comparable à la Suisse sur de nombreux points».

Cécile se rappelle d'une anecdote, «Durant la soirée, un homme très bien habillé est entré dans le restaurant de l'hôtel. Il a déclaré à l'assemblée «Y-a-t-il des fermes à vendre par ici, je paie...». Une paysanne française s'est levée et a déclaré! «Ici on se bat pour garder nos fermes, pas pour les brader! On est là pour construire, pas pour détruire! Le Monsieur est parti aussi vite qu'il est venu».

Suite: le Pape s'est engagé

Lors de l'audience, le Pape a salué la présence des paysans d'EMB; 5 d'entre eux, en audience privée, lui ont lu et remis une déclaration. «Je vous soutiens dans votre combat, surtout n'arrêtez pas, continuez!» ont été les mots du Pape. Si la situation ne s'améliorait pas, une audience de travail sera organisée dans les 6 prochains mois avec le comité d'EMB.

Du côté Suisse, le travail avec Mgr Morerod va se poursuivre. Les paysans de l'ACAR fribourgeoise pourraient également prendre contact avec l'ACAR jurassienne pour que ces derniers demandent une entrevue avec l'Evêque de Bâle, Mgr Felix Gmür, auteur d'une préface de l'encyclique du Pape pour le tirage suisse. Des représentants de l'Eglise catholique de Neuchâtel pourraient aussi être approchés pour des démarches similaires. «Si tous les chemins mènent à Rome, il est important qu'à notre retour, nous passions chez les Evêques pour être certains qu'ils aient compris l'importance des enjeux», conclut Max Fragnière.

Nicolas Bezençon

Pour en savoir plus :

<http://www.uniterre.ch/index.php/fr/home/18-info/dossiers/lait/lait-international/1075-l-emb-aujourd-hui-en-audience-au-vatican>



Max Fragnière, Fabienne Tâche et Cécile Mettraux à la Place St Pierre de Rome, venus soutenir la souveraineté alimentaire et les producteurs de lait.

ELLES/ILS SOUTIENNENT L'INITIATIVE

«L'initiative pose les bonnes questions. Elle est globale».

«Eglise et monde du travail» est une association laïque, indépendante, militante, dont le rôle est de sensibiliser l'Eglise réformée vaudoise à l'importance éthique, sociale et spirituelle du monde du travail. Ses membres sont des pasteurs et des personnes de différents milieux professionnels. Elle prend volontiers des positions politiques claires selon les sujets, participe à l'élaboration de projets concrets et communique via un journal annuel. Depuis plusieurs mois, elle soutient activement l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Entretien avec son Président, le pasteur Jean-Pierre Thévenaz.



Avant de parler de l'initiative, faisons une brève présentation de votre association.

Dès les années 50, des réflexions sont menées dans toute l'Europe sur le rapport entre l'Eglise et le monde du travail. Partout des groupes se formaient pour que les valeurs éthiques, sociales et spirituelles véhiculées par l'Eglise puissent être aussi mises en œuvre au sein même des entreprises, à la direction comme chez les travailleuses et les travailleurs.

En 1982, Eglise et monde du travail (Emdt) n'était qu'un groupe informel, protestant. Ce n'est qu'en 1985 qu'il se constitue en association. Ses besoins financiers sont apportés par les cotisations de ses membres, composés essentiellement de pasteurs et personnes issues de différents milieux professionnels. Encore aujourd'hui, elle n'est ni soutenue par l'Eglise ni par les pouvoirs publics. Ainsi elle garde une indépendance de fonctionnement et de pensée. C'est très important. En 2000 l'association a joué un rôle essentiel dans la création d'un ministère du monde du travail à Lausanne.

Concrètement, comment agissez-vous ?

Nous agissons à plusieurs niveaux. Sur un plan européen, nous sommes en relation très étroite avec les pastorales du travail en France, mises en place par certaines Eglises protestantes et plus largement nous travaillons avec le réseau européen Church Action on Labour and Life (CALL). Ainsi nous avons défini ensemble la Charte du travail digne (voir encadré). Nous avons ainsi des critères précis et partagés par tous sur ce que devrait être le travail et les conditions qui y sont liées. Avec

ce document nous pouvons nous positionner et l'appliquer dans le monde du travail et à la paysannerie. Nous avons par exemple soutenu la récolte de signatures pour un salaire minimum, nous nous opposons à la généralisation des ouvertures des magasins le dimanche et nous sommes présents sur le terrain, avec les travailleuses et les travailleurs lors de crises sociales majeures des entreprises (grève, etc). Nous travaillons également sur la problématique du travail précaire (migrants, saisonniers, femmes de ménage, etc). C'est d'ailleurs nous, avec l'EPER, qui avons lancé les premières réflexions sur les Chèques-emploi. Nous avons également travaillé, avec l'Association des paysannes diplômées et la vulgarisation agricole, au développement de la permanence téléphonique pour les familles paysannes Le Décluc, qui a été lancée en novembre 2005 et fermée il y a quelque temps maintenant.

Comment communiquez-vous vers vos différents publics, que sont les Eglises, les travailleurs, les migrants. Avez-vous une permanence ?

Non, Emdt n'a pas de permanence mais nous nous déplaçons volontiers sur rendez-vous. Cependant, nous collaborons avec la Pastorale oecuménique dans le monde du travail qui a des permanences régulières à Lausanne et Renens et des collaborations dans le canton. Dans la Broye, elle travaille avec Le Roseau, un centre d'accueil de jour à Moudon. D'autres lieux, notamment à Nyon et Vevey, offrent un soutien aux personnes sans emploi. Pierre-André Schütz, aumônier dans le monde agricole, offre une écoute et un soutien aux agriculteurs en difficulté. (contact en bas de page)

Nous éditons également un journal et nous créons des petits fascicules pour aider à l'accompagnement des personnes en difficulté. Nous entretenons des rapports étroits avec l'Eglise pour que nos idées et nos positionnements y soient débattus.

Avec Le Décluc, le service d'aumônerie agricole et le soutien à l'initiative pour la souveraineté alimentaire, Emdt est passablement active dans la paysannerie. Pourquoi cette activité dans ce secteur ?

Tout simplement parce que l'agriculture

est un secteur qui a subi et qui subit encore de profonds bouleversements et pas seulement en Suisse. Dans de nombreux pays, les paysans sont précarisés, les salaires horaires sont toujours sous pression et la concurrence se mondialise. Ce système remet en question l'utilité et le rôle même de la famille paysanne et par ricochet celle des employé-e-s agricoles. Ce secteur, comme d'autres métiers du secteur primaire, doit être soutenu. L'Eglise doit s'en rendre compte avant qu'il ne soit trop tard.

Par le passé, Emdt a déjà été active sur les problématiques des conditions des employés agricoles, notamment dans le secteur du tabac et de l'agriculture de montagne.

A Emdt, c'est la grève du lait européenne et en Suisse qui nous a bouleversé. On savait que cela n'allait pas dans ce secteur, mais de voir l'ampleur du mouvement et la détermination des familles, nous nous sommes dits qu'il fallait que l'Eglise «se bouge» pour les paysans d'ici aussi.

Comme nous avons de nombreux liens avec différentes ONG suisses, nous connaissions le mouvement paysan La Via Campesina. Nous connaissions aussi ses revendications pour la souveraineté alimentaire. Lorsqu'Uniterre et d'autres organisations proches ont lancé l'initiative, nous en avons débattu en interne. Il nous a paru normal de la soutenir, ce d'autant plus que les Eglises et que la plupart des grosses ONG sont restées très en retrait.

Pour nous le texte est large, global et pose les bonnes questions sur le rôle de la paysannerie de notre pays, sur nos futures politiques alimentaires. Le texte va générer -je l'espère- un excellent débat de fond. Je m'en réjouis personnellement. A Emdt, on se réjouit aussi de la position des Eglises sur ce sujet.

C'est fondamental pour les familles paysannes suisses mais pour l'ensemble des paysannes et des paysans en lutte pour la souveraineté alimentaire aux quatre coins du monde.

Quels sont les projets futurs de l'association ?

Nous avons fêté nos 30 ans l'année dernière. Les personnes très motivées des débuts commencent à prendre de l'âge. Nous devons donc trouver de nouvelles forces, plus jeunes, pour continuer à faire le travail. Etre sur le

terrain est parfois usant mais tellement enrichissant et tellement gratifiant pour toutes et tous. Je lance donc un appel à vos lecteurs.

Nous allons bien entendu continuer à récolter des signatures et suivre les débats qui auront lieu après. Nous allons continuer notre travail de sensibilisation auprès des Eglises.

Propos recueillis par Nicolas Bezençon

Eglise et monde du travail, contacter Jean-Pierre Thévenaz au 078/866.56.14, par mail à jean-pierre.thevenaz@eerv.ch, <http://mondedutravail.eerv.ch/> pierre-andre.schutz@eerv.ch / 079.614.66.13

Définition d'un «travail digne» formulée par le réseau européen «Travail et Vie» (CALL) sur un original finlandais:

1. Un travail digne crée des produits de réelle valeur.
2. Un travail digne respecte la dignité de chacun, femme ou homme de tout âge, comme créature à l'image de Dieu.
3. Un travail digne fournit un service au prochain.
4. Un travail digne offre la chance de remplir sa vocation et de compléter sa formation.
5. Un travail digne ne pèse pas trop sur la création, il limite la pollution et le gaspillage de ressources naturelles.
6. Un travail digne fournit au moins un revenu de subsistance dans de bonnes conditions de travail.
7. Un travail digne laisse au travailleur la possibilité d'influer sur les pratiques et les rythmes de travail.
8. Un travail digne favorise suffisamment le repos et la détente, la santé et la sécurité
9. Un travail digne donne à chaque membre de l'équipe de travail le droit de participer aux décisions.
10. Un travail digne permet de combiner vie de famille et travail rémunérateur et garantit aux femmes et aux hommes une sécurité sur toute la durée de leur vie.

PESTICIDES-HERBICIDES ET SEMENCES

Un nouveau ménage à trois? Au profit de qui?

Le monde de l'agrochimie ne cesse de se concentrer. Si l'histoire récente avait de quoi inquiéter, la nouvelle donne à de quoi effrayer. Les fusions-acquisitions dans ce secteur permettent à un trio d'entreprises de posséder plus de 60% des parts de marché dans l'agrochimie et 40% du secteur des semences. Il faut d'urgence se questionner sur ce modèle dominant et unilatéral et sur le danger qu'il fait planer sur la recherche agronomique indépendante et sur l'ensemble du système agroalimentaire.

Depuis quelques années déjà, les mouvements paysans au sein de La Via Campesina et des ONG comme Grain, La Déclaration de Berne ou Pro Specie Rara tentent d'alerter l'opinion publique sur les dérives engendrées par le plein pouvoir des grandes multinationales sur le secteur agroalimentaire. Pendant une décennie, six multinationales contrôlaient 75% du business des semences et pesticides après avoir acheté, depuis la venue sur le marché des OGM et en moins de 20 ans, plus de 200 autres concurrents. Mais l'an passé, Dow et DuPont ont fusionné et voici qu'en février 2016 nous apprenons que ChemChina, entreprise d'Etat chinoise, rachète Syngenta pour la coquette somme de 43 milliards de dollars. Le leader sera donc Dow-DuPont, suivi par ChemChina-Syngenta puis par Monsanto. Le trio est poursuivi par Bayer et BASF. Certains observateurs pensent qu'il y aura encore quelques fiançailles ou réorganisations des secteurs de production entre les deux géants allemands et Monsanto

qui a désespérément tenté de racheter Syngenta ces derniers mois. Il se pourrait bien que nous nous retrouvions très prochainement avec plus des ¾ du secteur en main d'un ménage à trois... Comment nos autorités de régulations tolèrent ce genre de situation? Alors que la Commission de la concurrence ergote pour quelques prix de salades et carottes publiés de manière hebdomadaire dans les journaux agricoles par les marchés paysans en évoquant l'entente cartellaire, que dit-elle -que disent ses homologues dans d'autres pays- sur ce véritable hold up agroalimentaire?

Quelle recherche?

Au delà de l'emprise économique c'est bien l'emprise idéologique qu'il faut craindre. Les semenciers privés de petites tailles sont également inquiets de cette évolution. Ils le disent eux-mêmes: «nous avons chacun nos coups de cœur, nous nous intéressons à une culture particulière et faisons ainsi de la recherche en ce sens. Si nous nous

passionnons pour le maïs par exemple, nous allons échanger avec d'autres semenciers actifs dans ce domaine alors que d'autres s'occuperont du tritical, du riz ou du soja pour ne donner que ces exemples. Aujourd'hui ne nous trouvons plus de partenaires de taille comparable avec qui collaborer. Si les entreprises ne se comptent plus que sur les doigts d'une main, impossible de garantir que l'ensemble de la palette de l'agrobiodiversité soit prise en compte». Ce constat ne fait que démontrer que l'agroindustrie se concentrera uniquement sur quelques cultures super-rentables qui lui permettent des retours sur investissements conséquents. Cette recherche agronomique là n'est d'aucun intérêt pour l'agriculture paysanne. Cette dernière a besoin d'une recherche participative, bâtie sur le partage de savoirs entre paysans et chercheurs, co-évolutive et intégrant l'ensemble des facteurs socio-économiques, environnementaux, climatiques et humains. La recherche doit s'orienter vers le «développement» de

semences qui soient le moins dépendantes possible des intrants en tout genre et qui sorte du mécanisme qui ne voit le sol que comme le support d'une semence sous perfusion (engrais, herbicides et pesticides). Il ne s'agit pas ici de prôner l'arrêt total de l'utilisation des intrants, mais bien de voir comment la recherche et le riche savoir paysan peuvent orienter notre agriculture vers une démarche moins toxico dépendante et ceci par étape. Ce genre de recherches, nous ne l'obtiendrons jamais de la part de grands groupes qui possèdent dans la même entreprise les semences et les pesticides; cela serait un non sens pour eux. Cette situation plaide pour encourager une recherche publique indépendante qui soit au service du monde paysan et des consommateurs soucieux de leur santé et de l'environnement et pour offrir une place de choix aux réseaux de partages de savoirs entre paysans.

Valentina Hemmeler Maïga

La FAO doit soutenir les sélections paysannes

Il est normal que la FAO fasse appel, pour parler des biotechnologies, à ceux qui les mettent en œuvre dans la recherche et l'industrie. Il est par contre tout à fait anormal qu'elle fasse appel presque exclusivement à ces mêmes acteurs lorsqu'il s'agit de débattre des politiques publiques et alimentaires, alors qu'un très grand nombre d'organisations paysannes et de la société civile opposées au développement non contrôlé de ces technologies ne sont pas conviées à s'exprimer, ou de manière très marginale.

Les plantes transgéniques n'ont pas tenu leurs promesses. La plupart d'entre elles ont été modifiées pour tolérer des herbicides. Elles ont entraîné une apparition rapide d'adventices résistantes, une augmentation exponentielle de l'utilisation d'herbicides de plus en plus toxiques, accompagnée de dommages sanitaires et environnementaux dont les premières victimes sont les paysans, les ruraux et leurs familles. L'autre grande famille de plantes transgéniques produit des substances insecticides qui génèrent elles aussi l'apparition de résistances chez les insectes et un échec agronomique déjà programmé. Les premières victimes sont là encore les paysans qui ont perdu leurs récoltes, souvent malgré un usage supplémentaire d'insecticides chimiques toxiques. Les technologies génétiques utilisées pour produire ces

plantes ont généré de nombreux effets non intentionnels, non prévus et que l'industrie cherche désespérément à cacher. Les plus visibles ont été des pertes de récolte ou de qualité des produits. La filière cotonnière du Burkina Faso a ainsi perdu la place qu'elle avait rudement conquise sur le marché grâce à la qualité de ses fibres, qualité brutalement disparue suite au recours aux OGM: à quoi bon augmenter les rendements si la récolte est invendable? La encore, les petits paysans sont les premières victimes tandis que les firmes industrielles responsables de telles catastrophes se contentent de dire qu'elles ne sont pas capables d'expliquer ce qui s'est passé. «...»

Chaque fois qu'elles sont autorisées, les plantes transgéniques remplacent par quelques variétés brevetées l'immense biodiversité cultivée issue de plusieurs siècles de sélections paysannes. Les gènes brevetés se déplacent en effet d'un champ à l'autre avec le vent, les insectes, les outils agricoles... qui transportent le pollen et les graines. Ils contaminent les semences paysannes qui deviennent alors des contrefaçons des brevets de l'industrie. C'est ainsi qu'en moins de 20 ans, 89% du maïs et 94% du soja plantés aux États-Unis sont devenus des OGM brevetés. Cette violation des droits des agriculteurs qui leur interdit d'utiliser les semences

issues de leur récolte les empêche aussi d'adapter leurs cultures aux changements climatiques. Ces changements ne sont en effet pas linéaires. Au moment des semis, personne ne connaît le temps qu'il fera. Il ne sert à rien de disposer d'un gène de résistance à la sécheresse les années de tornade ou d'inondations exceptionnelles, et inversement. La résilience des cultures face à l'aggravation de la violence des chocs climatiques dépend avant tout de leur diversité génétique et de leur adaptation locale et non de tel ou tel nouveau gène breveté dans un laboratoire. Seules les sélections paysannes au champ à partir des semences issues des récoltes locales favorisent cette adaptation. Les brevets qui accompagnent tous les OGM sont une fausse solution parce qu'ils interdisent les sélections paysannes.

Face au refus des OGM par de nombreux consommateurs, l'industrie a inventé de nouvelles techniques de modification génétique et voudrait qu'elles échappent aux réglementations OGM. Ces techniques de génie génétique consistent à modifier les gènes de cellules de plantes cultivées in vitro. Elles produisent sans contestation possible des Organismes vivants modifiés au sens du protocole de Carthagène. Mais sous prétexte que certaines d'entre elles ne laissent pas dans la plante commercialisée de trace visible du matériel génétique introduit

dans les cellules des plantes afin de modifier leur génome, l'industrie voudrait ne pas qualifier ces plantes d'OGM afin d'échapper aux règles internationales du protocole de Carthagène et aux obligations d'étiquetage, d'évaluation et de suivi imposées par de nombreuses réglementations nationales. Elle tente pour cela de modifier la définition des OGM pour la réduire à l'insertion d'ADN recombinant retrouvé dans le produit final. Il n'est pas admissible que la FAO reprenne et cautionne dans ses propres publications cette violation flagrante de la seule définition internationale reconnue des OGM donné par le protocole de Carthagène. «...»

La Via Campesina et les organisations de la société civile qui la soutiennent attendent de la FAO qu'elle mette un terme immédiat à cette nouvelle biopiraterie et à tout soutien aux technologies de modification génétique dont la seule finalité est de permettre à une poignée de multinationales de breveter et de s'approprier la totalité de la biodiversité cultivée existante. La FAO doit appuyer les sélections paysannes collaboratives au profit de l'agroécologie paysanne.

Guy Kastler, Conf'-LVC
Rome, 16 février 2016

Texte complet: www.viacampesina.org dossiers «grands thèmes» puis biodiversité et ressources génétiques

PRODUCTION LAITIÈRE

Construction d'une mini-laiterie au Burkina Faso; EMB en appelle à la collaboration.

Malgré l'écart de niveau de vie entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe, les problèmes des éleveurs laitiers sont les mêmes: les producteurs ne reçoivent pas un salaire équitable pour leur travail. En plus, les éleveurs laitiers africains se voient privés de leur gagne-pain par les prix de dumping et les importations de lait en poudre bon marché en provenance d'Europe. Erwin Schöpges du MIG s'en explique.

L'orientation actuelle à l'export de la politique de l'Union européenne aide les laiteries européennes à s'établir sur le marché ouest-africain. La conséquence est que la production locale de lait se trouve supplantée et que les petites exploitations agricoles et les structures villageoises disparaissent. En fin de compte, cela alimente la pauvreté.

Dans le contexte de la crise actuelle des réfugiés, nous devons plus que jamais être conscients que les excédents laitiers en Europe et les exportations à prix de dumping mènent les pays en voie de développement à la ruine et produisent de nouveaux réfugiés qui se pressent aux portes de l'Europe.

Assistance économique et technique pour une mini laiterie

Un projet de soutien à une mini laiterie à Ouahigouya est né, en collaboration avec Oxfam-Solidarité, lors de ma dernière visite au Burkina Faso en avril 2015. Il s'agit de développer la production locale de lait grâce à une aide technique et financière. Le financement doit porter, entre autres, sur l'achat d'un petit véhicule pour la collecte et la livraison du lait ainsi que sur l'achat de machines et de matériel de conditionnement. Un stock d'aliments pour bétail doit également être créé.

De plus, les échanges entre les producteurs de lait burkinabé et belges jouent aussi un rôle important. De son côté, la laiterie s'engage à créer un fonds afin de soutenir d'autres mini-laiteries de l'association et à transmettre le savoir-faire technique qu'elle aura acquis.

C'est Oxfam qui a mis en relation l'Union Nationale des Mini-laiteries et MIG et l'organisation demeure responsable de la réalisation et du soutien financier. Le budget total est d'environ 35'000 €. MIG Belgique y participe à hauteur de 12'000 €. Nous sommes à la recherche d'autres organisations et de personnes privées souhaitant participer à ce projet.

Nous collectons des dons qui iront à 100 % à la construction de cette laiterie au Burkina Faso. À travers notre participation à ce projet vraiment utile, nous pouvons envoyer un signal clair: nous entendons soutenir la production locale de lait en Afrique et non la détruire par des exportations!

Erwin Schöpges

Vous pouvez effectuer un don sur le compte du MIG.

Titulaire du compte: Milcherzeuger Interessengemeinschaft asbl IBAN: BE42 3630 5233 2954 BIC: BBRU-BEBB Communication: Burkina Faso

La liste des contraintes s'allonge pour les mini-laiteries burkinabè

Tous les membres du bureau de l'Union nationale des mini-laiteries et producteur de lait (UNMLP) s'accordent pour dire que c'est une période difficile pour les 1'700 membres, dont 90% de femmes. «La situation n'est pas reluisante, au regard du contexte national et international. Mais en tant que producteurs, transformateurs, nous sommes motivés pour la survie de notre métier, la survie de notre production, déclare Adama Ibrahim Diallo, président de l'UNMLP. «Nos mini-laiteries sont soit créées par des producteurs ou approvisionnées par des groupements de producteurs. Nous travaillons à développer la production du lait local».

Parmi les contraintes auxquelles font face les mini-laiteries au Burkina Faso, l'alimentation du bétail demeure un facteur permanent qui contribue à la faible productivité du cheptel. Mais ce qui semble inquiéter le plus les producteurs et transformateurs de lait local burkinabè en ce moment, c'est bien la crise du lait qui sévit en Europe. «Avec la levée des quotas et l'embargo russe, vers où les Européens vont-ils se tourner? Vers l'Afrique et cela nous inquiète beaucoup, analyse le président de l'UNMLP. Aujourd'hui le lait en poudre est devenu tellement moins cher qu'on n'est pas compétitif sur le marché. En plus le coût de la production à notre niveau est de plus en plus élevé».

Solidarité avec les producteurs européens

Pour Adama Ibrahim Diallo, que ce soit en Europe ou en Afrique, les multinationales sont les seules à tirer profit de cette crise. «Aujourd'hui, tout joue en faveur des industries et multinationales. Ni les producteurs européens ni ceux du Sud ne s'en sortiront. Nous ne recevons pas de subventions de l'État. Les Européens en reçoivent, mais malgré ça ils ne s'en sortent pas (...) On est solidaires. Que ça soit sur le plan

national ou international, nous sommes prêts à mener des actions ensemble pour nous faire entendre. Le 1^{er} juin dernier lors de la commémoration de la Journée internationale du lait, nous avons eu une rencontre avec le MIG, une association de producteurs de lait belges, afin de voir comment développer le même argumentaire face aux politiciens du Nord et Sud, pour que la production locale du lait soit prise en compte», explique le président de l'UNMLP.

Pour des politiques plus favorables

Adama Ibrahim Diallo est conscient des nombreuses faiblesses des mini-laiteries. «Mais cela n'est pas une fatalité. Nous plaidons auprès des autorités. On leur demande de tenir compte de la survie de notre métier, de notre production, de construire des politiques de sorte à amener les producteurs à s'améliorer. Il est intolérable de mettre une grande partie de la population sur la touche, en remplaçant les éleveurs par de grandes multinationales».

Pour l'année 2016, l'UNMLP entend multiplier les actions en direction de l'État afin de plaider en faveur de marchés institutionnels. «Si l'Union avait un marché pour approvisionner

les cantines scolaires, les hôpitaux, les camps militaires, etc. on n'aurait même pas besoin d'aller en concurrence directe avec les produits importés», soutient Adama Ibrahim Diallo. Les acteurs des mini-laiteries mettent en avant la qualité de leur lait comparativement au lait importé. «La qualité est nettement différente, parce que le lait en poudre c'est du lait mort alors que le lait local est vivant. Nous mettons l'accent sur la qualité. On a un potentiel énorme de production, il nous faut juste une bonne politique. Nous avons près de 9 millions de bovins au Burkina».

Des motifs d'espoir

Les mini-laiteries parviennent à assurer leur survie. Les premières existent depuis le début des années 1990. Comment expliquer cette longévité? «Personnellement je pense qu'il n'y a pas d'autre secret qu'être dynamique et en permanence sur le terrain... Il ne faut pas non plus compter seulement sur les financements et les dons. Il faut fournir l'effort nécessaire avec le peu que tu as. En 2000 il n'y avait pas plus de deux ou trois transformateurs. Mais aujourd'hui on peut compter 45 marques de yaourts. Malgré quelques difficultés, on tient le coup parce qu'il y a une certaine confiance entre nous

et nos fournisseurs».

Cette longévité constitue pour tous l'un des principaux motifs d'espoir. «Depuis 1990, la quantité de production a augmenté grâce aux unités de transformation, les producteurs n'envoient plus leurs animaux en transhumance, même si certains animaux partent, au moins les vaches laitières restent. Avant, tout le troupeau partait en transhumance en saison sèche». Adama Ibrahim Diallo se félicite aussi de l'évolution de la consommation: «La consommation du lait local est entrée dans les habitudes alimentaires. Les Burkinabè savent qu'on peut transformer le lait frais en yaourt et donc de plus en plus de personnes préfèrent le yaourt fait à base du lait local que le yaourt issu du lait en poudre». Il note aussi avec satisfaction l'évolution des systèmes de production. «Il y a les laiteries artisanales avec des casseroles, mais il y a aussi des laiteries semi-artisanales, des laiteries modernes basées sur le lait local et même des centres de collecte».

Inoussa Maïga

Journaliste de formation et consultant dans les domaines des médias et la communication participative, il s'investit dans les questions de développement agricole et rural.

Article paru dans Défis sud, n°138

VIE DU SYNDICAT

Coup d'oeil vers l'avenir

Un comité élargi s'est retrouvé le 22 janvier dernier à Goumoëns-la-Ville pour discuter des attentes des membres pour les années 2016 et 2017. Après un an et demi fortement consacré à l'initiative et aux différents thèmes qui s'y retrouvent (OGM, prix équitables, gestion des quantités, production et commerce local, protection à la frontière), il s'agissait de faire le point sur les tâches à venir. Si de nombreux dossiers ont pu être traités et développés en parallèle de l'initiative, certains méritent que nous y mettions une nouvelle énergie dès que l'initiative sera déposée à la fin mars.

Le but de cette rencontre était, sans tabou, de voir comment redynamiser les campagnes sur les luttes à venir. Et d'esquisser les conséquences de ces choix sur le bureau à Lausanne, les sections et les commissions thématiques.

La journée a réuni près de 20 personnes provenant de six sections. Dans un premier temps, les attentes des uns et des autres ont été exprimées puis regroupées par thèmes. Huit thématiques ont été identifiées et trois ont été approfondies. Il s'agit de la «communication» (journal, porte-parole, communiqués, réseaux sociaux etc), du «développement en Suisse alémanique» et des «luttes syndicales». Ces trois groupes se rencontreront encore une fois avant le 22 avril date de l'AG d'Uniterre où des propositions concrètes seront exposées. Si vous êtes intéressé-e-s à participer à une de ces rencontres, prière de contacter rapidement les responsables suivants:

- Max Fragnière: communication

026 652 30 76

- Ulrike Minkner: développement suisse alémanique, 032 941 29 34
- Philippe Reichenbach: luttes syndicales, 079 640 89 63

Les autres sujets identifiés tels que les liens entre producteurs et consommateurs, la relève et les circuits courts, les démarches politiques, l'appui à des projets spécifiques seront abordés dans une prochaine étape.

Valentina Hemmeler Maïga

Convocation AG Uniterre

L'Assemblée générale d'Uniterre est fixée au 22 avril 2016 de 10h-13h, Yverdon, Café Le Tempo, quai de la Thièle 3 à 5 minutes du P+R de la gare

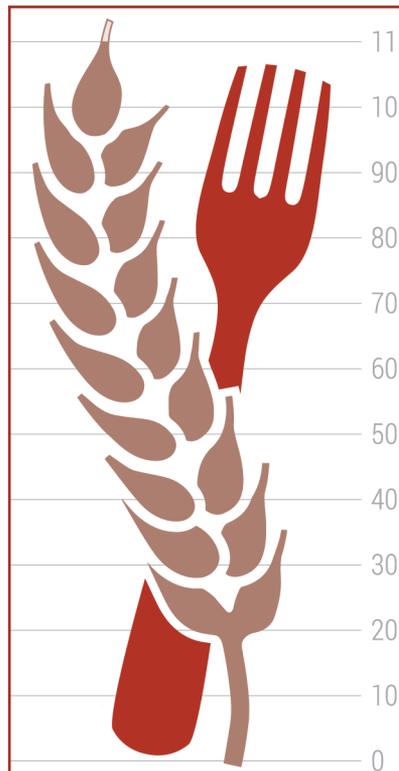
1. PV de l'AG du 27 mars 2015
 2. Rapport de la Présidence
 3. Rapport du Secrétariat
 4. Rapport de la commission de gestion
 5. Comptes 2015, Rapport des vérificateurs
 6. Budget 2016
 7. Adoption des rapports, des comptes et du budget
 8. Perspectives 2016-2017, rapport de groupes de travail et discussion
 9. Divers
Verrée
- Les comptes seront publiés dans le prochain journal

Recherche petite vache «lait équitable»

Bonjour, pour la vente de mon lait au marché, je suis à la recherche d'une petite vache «lait équitable», la mienne ayant trop usé ses sabots et ses cornes à force de m'accompagné courageusement deux fois par semaine.

Vous pouvez m'appeler au 021 652 75 50. Merci!

André Muller, producteur de lait au Mont-sur-Lausanne



AGENDA

Mardi 1^{er}, mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4 et mardi 8 mars: dernières journées d'effeuillage pour valider les signatures au bureau à Lausanne de 9h-17h, nous avons besoin d'aide 021 601 74 67

Mardi 22 mars, 19h

15 ans de luttes pour le droit à l'alimentation et les droits des paysannes et paysans.

Intervenants: FIAN-Suisse, Cetim, Uniterre. Avec le soutien de Alliance Sud, Pain pour le Prochain et Swissaid.

Espace Dickens, av. Charles Dickens 6 à Lausanne

Mercredi 30 mars 2016, 12h-14h30 à Berne
Dépôt de l'initiative «souveraineté alimentaire»

Rdv à la Bärenplatz dès 11h30 pour un moment convivial puis dès 13h30 dépôt des signatures et prises de parole à la Chancellerie fédérale (derrière le Palais)

Dimanche 17 avril, 10h-16h

Journée des luttes paysannes, brunch, banquet convivial avec toutes celles et ceux qui ont récolté pendant 18 mois, porté l'initiative, fait des conférences, soutenu moralement. Lieu: canton de Fribourg

Merci de renvoyer vos feuilles de signatures, même incomplètes, avant vendredi 4 mars DERNIER DELAI!

www.uniterre.ch/agenda
www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel
Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève
Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg
Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud
André Muller
021 652 75 50

Jura
021 601 74 67

Chablais
Pierre Moreillon
024 499 21 17

SIGNATURES AU 23.02.2016

Objectif: 120'000 récoltées pour fin février!

110'000 récoltées

82'000 validées

12'500 nulles

15'500 en cours de validation

MERCI

Alimentation; cultivons d'autres relations entre la ville et la campagne

Conférence de Fernand Cuhe
Mardi 15 mars à 20h

Salle du Poyet, rue du Poyet 3 à Moudon

La conférence sera suivie d'une présentation de Croqu'terre et d'une discussion. Entrée libre, chapeau à la sortie. Organisation: Croqu'terre, les paniers de fruits, légumes et produits transformés locaux